

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 08/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AUCHAN - BDX LAC-Station-Service

Bureaux d'Aquitaine - BP 125
33000 Bordeaux

Références : 25-0752
Code AIOT : 0005200539

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement AUCHAN - BDX LAC-Station-Service implanté Centre Commercial Bordeaux Lac 33000 Bordeaux. L'inspection a été annoncée le 12/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est effectuée dans le cadre de la cessation d'activité de l'ancienne station-service. Une première inspection avait déjà eu lieu sur le site le 8 novembre 2022 à ce titre.

À la suite de cette inspection, et en vue de la clôture du dossier de cessation, l'exploitant devait fournir plusieurs éléments relatifs à la mise en sécurité du site, conformément aux dispositions de l'article R.512-75-1 du Code de l'environnement, notamment sur les points suivants :

- [...]1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et la gestion des déchets présents sur

site[...]

- [...]3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion[...]
- [...]4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement[...]

Par ailleurs, lors de la précédente inspection en date du 8 novembre 2022, l'absence de mémoire de réhabilitation avait été constatée. En conséquence, il avait été demandé à l'exploitant de transmettre ce document, accompagné des éléments relatifs au devenir des piézomètres et des aiguilles de dépollution encore présents sur le site.

Ces éléments sont repris et développés dans la suite de ce rapport.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUCHAN - BDX LAC-Station-Service
- Centre Commercial Bordeaux Lac 33000 Bordeaux
- Code AIOT : 0005200539
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AUCHAN CARBURANT a été autorisée à exploiter une installation de distribution de carburants par arrêté préfectoral du 29 novembre 1991. Suite à la modification de la nomenclature des des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et la création de la rubrique n°1435 les installations qui étaient originellement soumises au régime de l'autorisation se sont retrouvées soumises au régime de l'enregistrement. L'ancienne station comptait 16 pistes de distribution, 3 cuves enterrées d'une capacité de 100 m³ chacune, 1 zone de dépotage, 1 séparateur à hydrocarbures, un kiosque de paiement et une cuve de gaz (GPL).

Aujourd'hui, le terrain de cette ancienne station-service est reconverti en parking pour véhicules légers, partiellement équipé de bornes de recharge Tesla destinées aux véhicules électriques.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Notification de la cessation d'activité	Code de l'environnement du 23/09/2025, article R512-46-25	Sans objet
2	Evacuation des produits dangereux	Code de l'environnement du 23/09/2025, article R512-46-25	Sans objet
3	Suppression	Code de l'environnement du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des risques d'incendie et d'explosion	23/09/2025, article R512-46-25	
4	Effets de l'installation sur son environnement	Code de l'environnement du 23/09/2025, article R512-46-25	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en sécurité constatée lors des inspections réalisées les 8 novembre 2022 et 23 septembre 2025 est maintenue. Pour rappel, par courrier du 28 juin 2019, l'exploitant, également propriétaire du terrain, a sollicité l'avis de la mairie de Bordeaux sur le type d'usage futur du site (voir fiche de constats n°3 de la précédente inspection du 8 novembre 2022).

Lors de l'inspection de ce jour il a pu être constaté que les travaux de réhabilitation du site ont été réalisés conformément aux engagements pris par l'exploitant dans le cadre de son dossier de cessation d'activité, et conformément au Code de l'Environnement. Il est à noter que sur la base des concentrations résiduelles dans les gaz des sols et des calculs de risques sanitaires, l'organisme «Bureau Véritas» n'émet aucune recommandation concernant le site vis-à-vis d'un usage de parking extérieur. Toutefois, considérant la nécessité de garder en mémoire la qualité environnementale du site, l'inspection des installations classées proposera à Monsieur le Préfet de classer ce site en "secteur d'information sur les sols" (SIS).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification de la cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/09/2025, article R512-46-25
Thème(s) : Situation administrative, conformité
Prescription contrôlée : I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. [...] Constats : Par courrier du 16 décembre 2019, l'exploitant a notifié au préfet l'arrêt définitif des installations à partir du 5 décembre 2019 concernant la station service d'Auchan Carburant à Bordeaux Lac. Le terrain est concerné par les parcelles cadastrales, 0121, 0123, 0086 et une partie de la parcelle cadastrale 0124, de la section TI sur la commune de Bordeaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Evacuation des produits dangereux

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/09/2025, article R512-46-25
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Prescription contrôlée : [...] II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. [...] La mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, comporte notamment : [...] 1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents [...] Constats : Suite à l'inspection du 8 novembre 2022, il avait été demandé à l'exploitant de fournir à l'Inspection des Installations Classées (IIC) les justificatifs relatifs à l'évacuation des trois anciennes cuves de carburant, de la cuve de gaz (GPL), ainsi que des hydrocarbures résiduels qu'elles contenaient. Il devait également attester du retrait des boues issues du débourbeur-déshuileur, supposément démantelé selon les éléments disponibles à cette date. Suite à l'inspection de ce jour, l'exploitant a transmis, par courriel en date du 23 septembre 2025, les documents attestant de l'enlèvement et du retrait des trois cuves de carburant ainsi que de la cuve GPL. Il a notamment présenté les tickets de pesée n°49568 et n°49579, émis par la société GDE Bretagne-Atlantique – site d'Izon, datés respectivement des 31 janvier et 3 février 2020, correspondant à ces opérations. Par ailleurs, l'exploitant a indiqué avoir conservé le débourbeur-déshuileur sur site. Il lui est rappelé qu'il lui appartient d'assurer l'entretien et la maintenance régulière de cet équipement, en portant une attention particulière au bon fonctionnement de l'obturateur automatique, le cas échéant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suppression des risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/09/2025, article R512-46-25
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : [...] II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier

<p>associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>[...]</p> <p>La mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, comporte notamment :</p> <p>[...]</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme mentionné précédemment (fiche de constats n°2), l'exploitant a transmis les éléments justifiant du retrait des trois cuves d'hydrocarbures ainsi que de la cuve de GPL. Ces équipements ayant été évacués du site, ils ne présentent désormais plus de risque. L'Inspection des Installations Classées n'émet pas d'observation particulière sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Effets de l'installation sur son environnement

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/09/2025, article R512-46-25</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>[...]</p> <p>La mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, comporte notamment :</p> <p>[...]</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection du 8 novembre 2022, il avait été demandé à l'exploitant de transmettre un mémoire de réhabilitation afin de pouvoir établir le procès-verbal de récolement actant la cessation. Il devait également justifier du bon état des piézomètres présents sur site (PZ1, PZ2, PZ2bis, PZ3) et préciser s'ils seraient maintenus.</p> <p>Par courriel en date du 22 septembre 2025, l'exploitant a transmis à l'Inspection des installations classées un mémoire de réhabilitation présentant les mesures prises pour la mise en sécurité du site. Ce document, daté du 25 août 2025, a été établi par l'organisme "Bureau Veritas" (réf. 797711-24822319 V0).</p> <p>Concernant les sols : les travaux de réhabilitation, réalisés par la société VALGO entre décembre 2019 et juillet 2022, ont consisté en :</p>

- L'excavation et le traitement hors site de terres et matériaux pollués, effectués en février, mai et juin 2020, représentant environ 1 300 tonnes de terres et 90 tonnes de bétons ;
- Un traitement par venting, réalisé entre décembre 2020 et juillet 2022 à l'aide de 40 aiguilles, ayant permis l'extraction de 2,7 tonnes de polluants ;
- L'arrêt du traitement sur atteinte de l'asymptote, signifiant l'atteinte d'un seuil de dépollution stable.

Bureau Veritas a également réalisé une analyse des risques résiduels (ARR) datée du 20 septembre 2022 (post-travaux de réhabilitation), fondée sur les données consolidées recueillies à l'issue du traitement par venting.

Dans la synthèse du mémoire de réhabilitation, il est précisé que, sur la base des résultats sur les gaz des sols et de la prise en compte d'un usage commercial (usage le plus restrictif envisageable sur cette zone), les calculs de risques sanitaires menés dans le cadre de l'ARR ont montré une compatibilité d'usage du site avec l'état des milieux.

Il y est également précisé qu'au vu des concentrations résiduelles dans les gaz des sols et des calculs de risques sanitaires, Bureau Veritas n'émet aucune recommandation concernant le site vis-à-vis d'un usage de parking extérieur. Toutefois, il est souligné que la qualité environnementale du site, notamment les teneurs résiduelles en polluants dans les sols et les gaz du sol, doit être conservée en mémoire. **Aussi, l'inspection des installations classées proposera à Monsieur le Préfet de classer le site en "secteur d'information sur les sols" (SIS), conformément aux dispositions de l'article L.125-6 du code de l'environnement.**

Concernant les eaux souterraines : aucun objectif de réhabilitation n'a été défini compte tenu de la qualité dudit milieu au moment du Plan de Gestion.

Depuis 2018, plusieurs campagnes de suivi des eaux souterraines ont été menées via les quatre piézomètres du site. Les résultats montrent une nette diminution des concentrations en hydrocarbures et BTEX, notamment sur PZBis et PZ1. Un pic temporaire observé en 2020-2021 est attribué aux travaux de terrassement. Depuis leur achèvement, les teneurs sont revenues à la baisse. Quelques fluctuations saisonnières persistent, ainsi que des dépassements ponctuels en benzène sur PZ1 et PZBis, mais les niveaux restent très inférieurs à ceux mesurés en 2018. Bureau Veritas recommande de poursuivre la surveillance pour confirmer cette tendance favorable.

Par ailleurs, lors de la visite terrain, la présence des 4 piézomètres a été constatée sur le site. Ces ouvrages, équipés de capots affleurant le sol, présentent une protection adaptée empêchant l'infiltration de polluants en surface vers les eaux souterraines.

L'exploitant a par ailleurs également indiqué que le réseau de venting est toujours en place. Les aiguilles sont fermées par des vannes, et les regards sont protégés et étanches. Il a précisé que ces dispositifs (aiguilles de venting et piézomètres) seront maintenus sur site.

Concernant les dispositifs suscités, Bureau Veritas formule les recommandations suivantes :

Concernant les aiguilles de venting : Bureau Veritas recommande de les laisser en place et de procéder à un contrôle visuel annuel sur l'état des plaques de protection et l'intégrité des vannes et la tête des aiguilles.

Concernant les piézomètres : Bureau Veritas recommande de réaliser un suivi semestriel sur PZ1, PZ2, PZ3 et PZBIS (hautes eaux / basses eaux) pour recherche des HCv, HCT et BTEX et d'établir au bout de 4 années un Bilan Quadriennal (mission normalisée BQ) afin de suivre l'évolution des concentrations et de statuer sur l'arrêt ou la poursuite du suivi.

Il est rappelé à la société AUCHAN qu'il lui appartiendra de respecter l'ensemble des recommandations stipulées dans le rapport de réhabilitation du 25 août 2025 cité supra.

Type de suites proposées : Sans suite